

le jour d'après a commencé !

n°18 - 10 février 2021

LIBERTÉ, LIBERTÉ CHÉRIE...

La loi de sécurité globale s'inscrit dans un contexte plus général : depuis Sarkozy les lois sécuritaires se multiplient : 7 sous Hollande, et Macron en fait « 2 par an » !

Sans aucun bilan des états d'urgence, la loi inscrit fin 2017 dans le droit commun les mesures d'exception prises lors d'une situation exceptionnelle et qui devaient être limitées dans le temps.

L'assemblée commence à débattre de **la loi dite « Séparatisme » qui outre son caractère discriminatoire vis-à-vis des musulman·es** reprend le fameux article 24 du projet de loi de sécurité globale créant un délit d'intention de porter atteinte à « l'intégrité physique et psychique » (?) des policier·es. Elle menace la liberté d'association, prône la responsabilité collective et la soumission aux valeurs de l'État telles que définies par la voie réglementaire.

Aux lois, il faut ajouter les décrets, ceux sur le fichage sur la base des « opinions » supposées, « des personnes susceptibles d'être impliquées dans des actions de violence collectives », il est proposé d'enregistrer « les comportements et habitudes de vie, les déplacements, les activités sur les réseaux sociaux », etc.

Tout ceci, **légitimant des pratiques illégales** et donnant des moyens accrus au maintien de l'ordre pour satisfaire les revendications « syndicales » de certaines organisations de policier·es, accentue la restriction continue des droits et libertés.

Les violences policières ne sont certes pas une nouveauté. Mais aujourd'hui la police a des moyens supérieurs en communication, renseignement et armement. Les armes dites « non létales » augmentent la violence. Mutilé·es, et blessé·es se comptent par dizaines. Et par centaines les interpellé·es et les « nassé·es ». **Le maintien de l'ordre s'appuie sur une conception militaire, avec des actions de guerre préventive** dont les quartiers populaires, et en particulier les jeunes et la population issue de l'immigration, ont les premiers fait l'expérience : il faut battre l'adversaire, le soumettre aux règles du pouvoir dans l'espace public. Très significatives sont à cet égard ces vidéos de la police qui sabote la manif du 12 décembre :



<https://www.mediapart.fr/journal/france/030121/comment-les-forces-de-l-ordre-ont-sabote-la-manifestation-du-12-decembre-2020>

Pour autant Macron n'est pas totalement assimilable aux « illibéraux » comme Orban ou le PiS polonais, ni aux fascistes dont le nombre se développe dans le monde. **L'autoritarisme de Macron n'assume que partiellement la brutalisation des rapports sociaux** et le distingue de l'extrême droite. Sa conception de la société est plutôt celle du modèle de l'entreprise, de la relation de subordination : soumission de celui ou celle qui travaille à l'autorité du « premier de cordée » : la Finance. Mais nous ne sommes plus à l'époque du despotisme de fabrique, le management a subi de nombreux « modèles » – pseudo autonomie, réseau, etc.. – pour finalement voir le retour des harceleurs (France Telecom, démissions en masse dans les banques, les hôpitaux etc..). Mais face aux contestations de l'ordre néolibéral et des politiques de casse sociale, c'est le naturel qui revient au galop : licenciements et poursuites contre des syndicalistes vont de pair avec la légitimation de la répression et de la violence policière dans l'espace public comme le justifie un Darmanin. **C'est le capitalisme autoritaire dans toute sa splendeur !**

Mais il ne suffit pas de dénoncer l'autoritarisme car une bataille défensive risque de s'épuiser faute de perspectives. Or une partie de la gauche est singulièrement en retard sur la défense des libertés car elle continue à sous-estimer l'enjeu des libertés formelles (dites « bourgeoises »), d'autres n'ont pas rompu avec un certain étatisme qui fait de

la prise du pouvoir d'État la réponse à tout et de la « représentation » la seule solution.

L'ampleur des mobilisations contre le loi SG, et celle des luttes antiracistes qui ne sont pas que réactionnelles traduisent les inquiétudes pour la démocratie qui reste une préoccupation première. Et ceci au moment où la démocratie est à réinventer ...pour être défendue. Il faut lier défense des libertés et démocratie. L'accroissement de l'arbitraire administratif signifie le recul du pouvoir des citoyen·es : nous devons affirmer **la primauté de la délibération populaire sur des domaines dits régaliens et réservés aux sommets de l'État.**

Des propositions existent sur le contrôle de la police, sur une autre vision de la sûreté, la destruction des dispositifs sécuritaires. Poursuivons en la discussion publique et les mobilisations.

Notes :

1. Loi du 21 décembre 2012 relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme, du 20 novembre 2015 relative à l'état d'urgence. Au printemps 2016, loi « renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ». Il faut rajouter : loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme, loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement.

2. N'oublions pas les 7 morts du 14 juillet 1954, les 9 morts de Charonne ou les centaines de morts d'octobre 1961,... les grévistes tués à Brest, St Nazaire, Sochaux

LEURS PANCARTES SONT BAVARDES

Humour vachard et foison de pancartes : les manifestants ne sont pas venus à l'enterrement de leurs droits, vies, et libertés.

Sécurité globale, réforme des retraites, gilets jaunes, climat, racisme, violences policières, combat féministe, refus des fermetures d'entreprises et des licenciement, batailles pour la réouverture de l'usine à masques « socialisée »... Ici et dans le monde les mobilisations sont extrêmement diverses. **La crise Covid a mis en mouvement des millions d'habitants de France à l'occasion d'initiatives solidaires.**

La conflictualité reprend des forces, désigne la domination capitaliste avec l'en plus réjouissant du foisonnement des pancartes individuelles.

Ampleur d'une manif ? Certes le nombre ! Lire les pancartes individuelles et leur nombre mesure aussi l'engagement.

Probablement est-ce la manifestation d'un quelque chose fécondé par l'émergence puissante des gilets jaunes. Revêtir le gilet n'est pas devenu adhérer à l'organisation gilet jaune, il n'y en avait pas. Revêtir le gilet jaune a été une manière de dire je, de le rendre efficace en retrouvant les milliers d'autres je. Il y a là une élévation qualitative quant aux 40 dernières années.

Présence du je ? C'est le trait d'humour personnel, la pancarte confectionnée à la maison parce qu'on veut dire autre chose que le mot d'ordre des banderoles des « organisations organisatrices ».

Fin d'une histoire pour les organisations syndicales, politiques ? Oui, mais surtout début d'une autre. Les pancartes de la rue, disent la compréhension de ce monde là, flèchent la sortie et disent la disponibilité à travailler à cette sortie.

Avec ma pancarte je compte sur moi avec vous pour abolir ce qui pourrit nos vies. Ici commence la nouvelle histoire des organisations syndicales, associatives ou politiques. Évidemment, sans elles, ni lieu ni organisation ni suite ni installation dans la durée. Pas de mise en commun des réflexions, pas de moment de mesure du rapport de force à l'instant T. Il y a là assez de travail urgent pour ne perdre ni temps ni force à la recherche entêtée et désormais inféconde du leadership.



AUTOGESTION, L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

En téléchargement libre et gratuit - format PDF

Que cette encyclopédie devienne un bien commun.

Les éditions Syllepse proposent en accès libre et gratuit ***Autogestion, l'encyclopédie internationale***. Composée de 500 entrées rédigées par 250 auteur-es venu-es de nombreux pays, l'Encyclopédie couvre les cinq continents, 35 pays et court de 1848 à aujourd'hui. **Il s'agit d'un projet international de grande ampleur, multilingue et de longue haleine**. L'encyclopédie convoque et conjugue la Commune de Paris, la Révolution russe, l'Espagne libertaire de 1936, la Yougoslavie titiste, la Hongrie des conseils ouvriers, l'Algérie de l'indépendance, la Tchécoslovaquie du Printemps, la Pologne de Solidarnosc, la France de Lip, les utopies nord-américaines, les Poder Popular chilien et portugais, le Black Power, Porto Alegre, les révoltes arabes, les bourgeois autogestionnaires chinois, australiens et japonais, le Venezuela, les contre-plans, les mineurs du Pays de Galles, les alternatives, les chantiers navals de la Clyde, l'immense volcan autogestionnaire sud-américain, le zapatisme, les biens communs, la transition énergétique et écologique, le féminisme, l'école et la culture, la ville, la Grèce des mémorandums, les récupérations d'entreprises de France, d'Italie, de Croatie, et bien entendu d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay...

Certaines des contributions écrites en 2015 peuvent apparaître datées et même dépassées par le cours des événements. Par exemple les contributions sur le Venezuela et le continent sud-américain plus largement. **Cependant, les possibles décrets dans ces articles, même s'ils ont été défait, restent des acquis pour l'avenir.**

Pour télécharger les volumes, voici le lien vers Autogestion, l'encyclopédie internationale :
https://www.syllepse.net/autogestion-l-encyclopédie-internationale-_r_76_i_648.html

ARTICLE DE VISA

LES THÉORIES COMPLOTISTES SONT UNE IMPASSE ET UN DANGER MORTEL POUR TOUTES CELLES ET CEUX QUI LUTTENT POUR UNE SOCIÉTÉ LIBRE, FRATERNELLE ET ÉGALITAIRE

BIEN SÛR LES COMPLOTS EXISTENT !

Bien sûr il y a des complots, passés, présents et à venir, beaucoup de « complots » à découvrir, œuvre des Etats Nations, de leur police, de leurs armées, de leurs services secrets. Ces complots sont bien réels, souvent sanglants et criminels.

Ces complots ont pour but de faire perdurer le pouvoir des dominant.e.s sur les dominé.e.s, de réprimer les mouvements sociaux, et les révoltes, de maintenir la domination des pays impérialistes sur les autres. Ils sont d'une autre nature, et d'une autre réalité que les soi-disant complots attribués à des Bill Gates, à l'OMS, au Forum de Davos etc.....

Certes, l'économie est à présent mondialisée, mais les projets politiques de ces Etats nations dominants s'expriment dans des projets antagonistes, contradictoires, souvent agressifs, à partir de projets et d'intérêts économiques diamétralement opposés.

Fantasmer qu'un petit groupe de « conspirationnistes » déciderait et organiserait la politique mondiale et l'avenir de la planète est un non-sens et une théorie dangereuse. C'est une impasse politique !

Lire la suite de l'article sur le site de VISA :
<https://www.visa-isa.org/fr/node/145989>

VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) est une association intersyndicale composée de plus de 100 de structures syndicales¹⁰⁰. VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Retrouvez toute l'activité de VISA sur son site: <https://www.visa-isa.org/>

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.

